

federal government, and questions of a monetary nature must originate in the House, the primary responsibility probably belonged in the House of Commons. Thus, by the time the Resolutions were discussed in the Senate, the subject would be well aired and the Senate's contribution to the debate of little interest. However, should the Senate commence to debate the Resolutions immediately, reach a conclusion in favour of British Columbia's entry and then the House oppose British Columbia's entry under the proposed terms, the Senate would be in a most embarrassing and powerless position. The opposition view in the Senate was that this was a policy rather than a financial discussion and, as such, the Senate had a right, even an obligation, to discuss the resolutions independently of the other chamber and express their conclusions.

Additional matters raised regarding the admission of British Columbia were its representation in Parliament—that proposed being much greater than current population justified, and its present and possible future government revenues. After the passage of one hundred years, these speeches ranging through wildly optimistic to an extremely negative view of Canada's future possibilities make for interesting reading.

When Parliament next met, British Columbia would have entered Confederation and the Canadian Pacific Railway, a private company, would soon be receiving the authorization to construct the transcontinental railway.

entraîner une implication financière considérable de la part du gouvernement fédéral, et que, d'autre part, les questions monétaires doivent être débattues d'abord à la Chambre, la responsabilité première de toute l'affaire revenait probablement à la Chambre. Ainsi, le sujet aurait déjà reçu beaucoup de publicité avant même que le Sénat en ait discuté et ce qu'il aurait pu y ajouter n'aurait eu que peu d'intérêt. Par ailleurs, s'il avait décidé d'entamer le débat tout de suite et s'était montré favorable à l'entrée de la Colombie-Britannique au sein de l'Union, le Sénat se serait retrouvé impuissant et dans une position embarrassante dans le cas où, par la suite, la Chambre se serait opposée à son entrée aux conditions proposées. Un point de vue de l'opposition au Sénat, il s'agissait là d'un débat de politique générale plutôt que de finances et, à ce titre, le Sénat avait le droit, voire l'obligation, d'examiner les résolutions indépendamment de l'autre Chambre et de faire connaître ses conclusions.

La représentation de la nouvelle province au Parlement, beaucoup plus importante que ne le justifiait sa population, ainsi que les revenus réels et éventuels du futur gouvernement figuraient parmi les autres questions soulevées dans le débat sur l'admission de la Colombie-Britannique dans l'Union. Cent ans plus tard, ces discours sont intéressants à lire; ils passent de l'optimisme le plus fou à une vision extrêmement négative des possibilités du Canada.

A la session suivante, la Colombie-Britannique sera entrée dans la Confédération et le Pacifique Canadien, une entreprise privée, sera sur le point de recevoir l'autorisation de construire le chemin de fer transcontinental.

A. Pamela Hardisty
Assistant Parliamentary Librarian/Bibliothécaire parlementaire adjointe
Library of Parliament/Bibliothèque du Parlement
 March 1980/mars 1980
 Ottawa, Ontario